

Champs-sur-Marne
6 boulevard Archimède
77420 Champs-sur-Marne

Tél : 06.80.92.70.43
Mél : samir.sahiri@bureauveritas.com

N° affaire : 27172316/1

Mission : Coordination Sécurité et Protection de la Santé

Opération :

Opération : **Restauration du Bâtiment sur Rue, Cour et Cours Anglaise**
HÔTEL DE CASSINI
32 RUE DE BABYLONE

Destinataire :

Secrétariat Général du Gouvernement (SGG) – Services du Premier ministre (SPM) – Direction des services administratifs et financiers (DSAF)
MARGAUX BAUDEL


Plan Général de Coordination

P.G.C.

Opération de catégorie : 2



Présence d'Amiante - Présence de Plomb

Date d'établissement ou de modification	Rév.	Objet de la mise à jour	Rédacteur
30/06/2025	Rev0	Création du document	Samir SAHIRI
04/07/2025	Rev1	Mise à jour PGC SPS	Samir SAHIRI 

SOMMAIRE

0. RAPPEL DES PRINCIPES GENERAUX DE PREVENTION	4
1. RENSEIGNEMENTS SUR L'OPERATION	6
1.1. Présentation du projet	6
1.1.1. Objet de l'opération	6
1.1.2. Mode de consultation des entreprises	6
1.1.3. Délai prévisionnel de chantier	6
1.1.4. Démarche environnementale	6
1.1.5. Prévision du nombre de lots	7
1.1.6. Prévision des effectifs sur le chantier	7
1.2. Présentation des intervenants	7
2. MODALITES DE COOPERATION ENTRE ENTREPRENEURS	9
2.1. Principe des séquences d'interventions	9
2.2. Inspections Communes	9
2.3. PPSPS	9
2.3.1. Pénalités	10
2.4. Sous-traitance	10
2.4.1. Déclaration des sous-traitants	10
2.4.2. Transmission du PGC	10
2.4.3. Obligation du sous-traitant	10
2.5. Intérimaires	11
2.6. Accueil des entreprises « location avec chauffeur »	11
2.7. Travailleurs indépendants art L4535-1	11
2.8. Protections individuelles	11
2.9. Modalité d'accueil des salariés	11
2.10. Modalités de visite du chantier par des tiers	12
3. MESURES D'ORGANISATION GENERALE	13
3.1. Accès au site et réseaux provisoires	13
3.2. Emprise de chantier	14
3.2.1. Clôture et portail	14
3.2.2. Accès	14
3.2.3. Circulations	14
3.2.4. Signalisation	15
3.2.5. Stationnements	15
3.2.6. Stockage	15
3.2.7. Réseaux provisoires du chantier (hors base-vie)	15
3.2.8. Cantonnements et entretien	16
3.3. Nettoyages (hors cantonnement)	16
3.3.1. Projet de plan d'installation de chantier	16
3.3.2. Plan d'installation de chantier	16
3.4. Tableau récapitulatif des mesures d'organisation générale de chantier	17
4. MESURES DE COORDINATION SPS	18
4.1. Définition des séquences d'interventions	18
4.2. Analyse de risques	20
4.3. Co-activités et protections collectives	26
4.3.1. Organisation de la sécurité collective	26
4.3.2. Déplacement de protection collective	27
4.3.3. Disposition en cas de carence d'une entreprise	27
4.3.4. Prévention des risques de maladies professionnelles	27
4.4. Equipement de levage	27
4.4.1. Autorisation de survol	28
4.4.2. Dispositifs d'aides à la manutention	28
4.5. Les mesures prises en matière d'interactions sur le site	28

4.5.1. Approvisionnements et stockage	28
4.5.2. Travaux superposés	28
4.5.3. Mise en œuvre de produits dangereux	28
4.5.4. Protection contre le bruit	28
4.5.5. Protection contre l'incendie	29
4.5.6. Travaux en hauteur	29
4.5.7. Echafaudage, tour escalier	29
4.5.8. Utilisation et conduite des véhicules et des engins	30
4.6. Moyens communs	30
4.6.1. Mise en commun des équipements de travail et d'accès en hauteur	31
4.6.2. Ascenseurs définitifs en phase chantier	31
4.6.3. Sécurisation des circulations, des accès et livraisons à pied d'œuvre, Echafaudages et matériels	31
4.6.4. Protection des accès – Auvents	31
4.7. Nettoyage et enlèvement des déchets	31
5. ORDRE ET SALUBRITE DU CHANTIER	32
5.1. Stockages sur le chantier	32
5.2. Nettoyage	32
5.3. Enlèvement des déchets	32
5.3.1. Evacuation des gravats et des déchets ordinaires	32
5.3.2. Enlèvement des matériaux dangereux utilisés	33
5.3.3. Mesure en cas de défaillance d'une entreprise	33
6. INTERFERENCES AVEC DES ACTIVITES D'EXPLOITATION	34
6.1. Déclarations particulières	34
6.2. Contraintes dues au voisinage de l'opération	34
6.3. Risques par rapport à un chantier voisin	34
6.4. Travaux effectués dans un établissement par une entreprise extérieure	34
6.5. Prévention incendie et explosion, Permis de feu	35
6.6. Interférences avec l'exploitant si utilisation partielle des ouvrages	35
6.7. Cas particulier	35
7. ORGANISATION DES SECOURS	36
7.1. Téléphone de secours	36
7.2. Sauveteurs Secouristes du Travail (S.S.T.)	36
7.3. Travail isolé	36
7.4. Procédure d'organisation des secours	36
7.5. Déclaration en cas d'accident ou incident	36
7.6. Point de rencontre secours	37
7.7. Modèle de fiche de secours	38
ANNEXES AU P.G.C.	39

0. RAPPEL DES PRINCIPES GENERAUX DE PREVENTION

Articles L.4121-2 & 3 et L.4531-1 du Code du Travail

1. Eviter les risques ;
2. Evaluer les risques qui ne peuvent pas être évités ;
3. Combattre les risques à la source ;
4. Adapter le travail de l'homme, en particulier en ce qui concerne la conception des postes de travail ainsi que le choix des équipements de travail et des méthodes de travail et de production, en vue notamment d'atténuer le travail monotone et le travail cadencé et de réduire les effets de ceux-ci sur la santé ;
5. Tenir compte de l'état de l'évolution de la technique ;
6. Remplacer ce qui est dangereux par ce qui n'est pas dangereux ou ce qui est moins dangereux ;
7. Planifier la prévention en visant un ensemble cohérent qui intègre dans la prévention la technique, l'organisation du travail, les conditions de travail, les relations sociales et l'influence des facteurs ambiants au travail ;
8. Prendre les mesures de protection collective par priorité à des mesures de protection individuelle ;
9. Donner les instructions appropriées aux travailleurs ;

Les articles L 4121-2 & 3 et 4531-1, imposent au Maître d'Ouvrage, aux Maîtrises d'Œuvres (Architectes, OPC etc...) et au Coordonnateur SPS, la prise en compte des Principes Généraux de Prévention.

Les différents entrepreneurs doivent prendre parfaite connaissance du présent document, en retirer les éléments nécessaires à la mise au point de leur proposition et se conformer rigoureusement lors de l'exécution des travaux, aux dispositions qu'il contient.

Les prestations définies dans ce document font partie intégrante du marché de chaque entreprise.

Les éléments contenus dans le présent document ont un caractère obligatoire. Les entreprises contractantes y compris les sous-traitants et travailleurs indépendants doivent en tenir compte notamment pour l'élaboration de leurs PLANS PARTICULIERS DE SECURITE ET DE PROTECTION DE LA SANTE (P.P.S.P.S.).

En matière de sécurité et de protection de la santé du personnel, les entreprises ont non seulement une obligation de moyen, mais également une obligation de résultat.

La tenue des délais ne saurait en aucun cas être un motif d'infraction aux règles de sécurité. Les entreprises sont par conséquent tenues de prévoir et de mettre en œuvre les moyens compatibles avec la sécurité et les délais.

Article L.4532-6 du code du travail :

L'intervention du Coordonnateur SPS ne modifie ni la nature, ni l'étendue des responsabilités qui incombent en application des autres dispositions du Code du Travail à chacun des participants aux opérations de bâtiment et de génie civil.

Le coordonnateur a été nommé en phase **Conception**

Ce PGC a été réalisé sur la base :

Des documents fournis par la maîtrise d'ouvrage.

1. RENSEIGNEMENTS SUR L'OPERATION

1.1. Présentation du projet

1.1.1. Objet de l'opération

Les travaux concernent la restauration de l'aile sur rue, de la cour d'honneur, des cours anglaises, du perron et de la terrasse du jardin du 32 rue de Babylone à Paris 75007.

1.1.2. Mode de consultation des entreprises

Mode de consultation des entreprises : A.O.

Mode de passation des marchés : lots séparés qui réaliseront les différents lots de travaux décrits dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières CCTP.

Type de marchés : public

Les entreprises titulaires ont obligation de transmettre le présent Plan Général de Coordination à leurs sous-traitants ou travailleurs indépendants, et d'informer leurs sous traitants qu'ils sont soumis aux obligations du P.G.C.S.P.S.

RAPPEL : Après avoir été agréé par la Maîtrise d'Ouvrage, chaque sous-traitant a l'obligation de **prendre contact** avec le coordonnateur Sécurité et Protection de la Santé SPS en vue de réaliser la visite d'inspection commune **avant son intervention** sur le chantier. À la suite de cette visite, le sous-traitant doit transmettre son Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé **PPSPS** au coordonnateur SPS **avant le début de son intervention** sur le chantier.

L'analyse des risques indiquée dans le présent document n'est pas exhaustive, elle n'est donnée qu'à titre indicatif pour être complétée par l'entreprise suite à la visite d'inspection commune avec le CSPS et, après définition de leurs modes opératoires, par les différents lots titulaires ou sous traitants lors de la rédaction de leur PPSPS.

1.1.3. Délai prévisionnel de chantier

Date prévisionnelle de début des travaux : 5 janvier 2026

Durée prévisionnelle de réalisation (mois) : 18

Phasage des travaux:

Un planning prévisionnel et plan de phasage à transmettre au CSPS et à joindre dans le DCE (Dossier de Consultation des Entreprises). La tenue des délais ne saurait en aucun cas être un motif d'infraction aux règles de sécurité. Les Entreprises sont par conséquent tenues de prévoir et de mettre en œuvre les moyens compatibles permettant le respect des délais dans le respect du code du travail et des règles de sécurité. -Le planning fera apparaître les tâches à réaliser sur le chemin critique ; -Toutes les dispositions seront prises au niveau du lissage des tâches pour limiter la coactivité ; -Les tâches au dessus doivent se dérouler sans aucune intervention en superposition au dessous ; -Les entreprises sont informées qu'elles pourront avoir des interruptions dans le déroulement de leurs travaux pour éviter des phases de coactivité ; -Les arrêts de poste de travail éventuel en cas de risques graves incombent comme retard à l'entreprise générant l'arrêt. Chaque mise à jour du planning sera transmise au coordonnateur SPS.

1.1.4. Démarche environnementale

Sensibiliser et former votre personnel à la gestion et au tri des déchets.

Tri sélectif et valorisation des déchets :

Dans un document soumis au visa du maître d'oeuvre et du maître d'ouvrage pendant la période de préparation, l'entrepreneur expose et s'engage sur :

- Le tri sur site des différents déchets de chantier et les méthodes qui sont employées pour ne pas mélanger les différents déchets,
- En cas de plate-forme de tri nécessitant un premier transport depuis le chantier, l'entrepreneur précise les méthodes et moyens employés ainsi que la localisation de l'installation,
- Les centres de stockage et/ou centres de regroupement et/ou unités de recyclage vers lesquels sont acheminés les différents déchets à évacuer, en fonction de leur typologie et en accord avec le centre de stockage,
- Les moyens de contrôle, de suivi et de traçabilité qui sont mis en oeuvre pendant les travaux,
- L'information du maître d'oeuvre en phase travaux quant à la nature des déchets et aux conditions de dépôt envisagées sur le chantier,
- Les moyens matériels et humains mis en oeuvre pour assurer la gestion des déchets.

1.1.5. Prévision du nombre de lots

Nombre de lots (estimation) : **Travaux en corps d'état séparés** : Les lots de travaux qui composent le projet de restauration

Lot 01 INSTALLATION DE CHANTIER - GROS OEUVRE – MAÇONNERIE – PIERRE DE TAILLE - ECHAFAUDAGE
 Lot 02 CHARPENTE BOIS - COUVERTURE
 Lot 03 MENUISERIES EXTÉRIEURES
 Lot 04 SERRURIE - MÉTALLERIE
 Lot 05 MENUISERIES INTÉRIEURES – CLOISON – DOUBLAGES – FAUX PLAFONDS – ISOLATION SOUS LES COMBLES
 Lot 06 REVÊTEMENT DE SOL ET MURAUX - PEINTURE
 Lot 07 VRD – AMÉNAGEMENT EXTÉRIEUR
 Lot 08 CVC - PLOMBERIE
 Lot 09 ÉLECTRICITÉ CFO-CFA

1.1.6. Prévision des effectifs sur le chantier

Effectif prévisible du personnel de chantier (estimation) : 2 à 12 personnes.

1.2. Présentation des intervenants

Activité	Entreprise	Adresse	Média diffusion	Interlocuteur
Maîtrise d'ouvrage	Secrétariat Général du Gouvernement (SGG) – Services du Premier ministre (SPM) – Direction des services administratifs et financiers (DSAF)	20 avenue de Ségur 75007 PARIS	margaux.baudel@pm.gouv.fr	MARGAUX BAUDEL
Maîtrise d'œuvre	Eugène Architectes du Patrimoine	BAT C 10 CITE D'ANGOULEME 75011 PARIS	contact@eugenearchitectes.com	Charlotte HUBERT

Activité	Entreprise	Adresse	Média diffusion	Interlocuteur
Inspection du travail	INSPECTION DU TRAVAIL- Unité de contrôle 5-6-7	Espace Pont de Flandre Artois Bat A 11 rue de Cambrai 75019 Paris	drieets-idf- ud75.uc15@drieets.gouv.fr	Contrôleur
CRAM	Caisse régionale d'assurance maladie d'Ile-de-France CRAMIF	17-19 avenue de Flandre 75019 PARIS	prevention75.cramif@assurance-maladie.fr	Contrôleur Sécurité
OPPBTP	OPPBTP - Agence IDF	1 rue Heyrault 92100 Boulogne-Billancourt Cedex	iledefrance@oppbtp.fr	Conseiller Prévention

Liste complète des entreprises en pièce jointe

2. MODALITES DE COOPERATION ENTRE ENTREPRENEURS

Ce paragraphe ne se substitue pas aux modalités pratiques de coopération qui sont jointes par le MO aux contrats de tous les intervenants.

2.1. Principe des séquences d'interventions

Les séquences permettent d'identifier les principaux risques ayant une influence sur le calendrier détaillé des travaux et l'organisation du travail des entreprises concernées pour définir les mesures de prévention à mettre en œuvre et de préparer les Inspections Communes.

Le chantier se décompose en séquences successives.

2.2. Inspections Communes

L'**Inspection Commune de la séquence** est réalisée au cours de cette réunion, avec l'analyse de la coactivité.

A cette réunion, les entreprises et leurs sous-traitants devant intervenir dans la séquence doivent **OBLIGATOIREMENT** être présents afin de réaliser leur Inspection Commune.

Les Inspections Communes ne seront réalisées que lors de ces réunions.

Il est rappelé aux entreprises, qu'en cas de non réalisation de l'Inspection Commune, il leur est formellement interdit d'intervenir sur le site.

Pour un sous-traitant qui ne serait pas encore désigné avant cette réunion :

- **L'inspection Commune devra être programmée avec le CSPS en respectant un délai de prévenance incompressible de 8 jours ouvrés (art R.4532-62 du Code du Travail).**
- **L'inspection Commune sera faite en présence du titulaire du lot.**

L'intervention du coordonnateur SPS ne modifie en rien la responsabilité des entreprises en matière de sécurité et de protection de la santé vis-à-vis des tiers et de leur personnel.

Avant le début de son intervention sur le chantier, chaque entreprise titulaire, chaque entreprise sous-traitante ou chaque travailleur indépendant respecte les dispositions suivantes :

- OBLIGATION de participer à la visite d'INSPECTION COMMUNE conduite par le coordonnateur SPS,
- REMISE au coordonnateur SPS de son Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la santé (PPSPS), approprié et conforme au présent PGC SPS à l'issue de la VIC.

Les dates d'intervention des entreprises titulaires de lots sont communiquées au coordonnateur SPS par le maître d'œuvre dans un délai compatible avec l'organisation des visites précitées.

Pour les entreprises titulaires de lots faisant appel à un ou plusieurs sous-traitants ou travailleur indépendant, les dates d'intervention de ceux-ci sont communiquées au coordonnateur SPS par l'entreprise titulaire.

2.3. PPSPS

Conformément aux obligations de la loi du 31 décembre 1993 et de son décret du 26 décembre 1994, chaque entreprise intervenant sur le chantier est tenue d'établir un PPSPS. **Conformément à l'article L 4532-9, sur les chantiers soumis à l'obligation d'établir un plan général de coordination, chaque entreprise, y compris les entreprises sous-traitantes, appelée à intervenir à un moment quelconque des travaux, établit, avant le début des travaux, un plan particulier de sécurité et de protection de la santé. Ce plan est communiqué au coordonnateur.**

Le Maître d'Ouvrage transmet le PGC à l'entrepreneur dans le cadre du dossier du marché de consultation, le PGC sert de base à l'établissement du PPSPS.

La mise à jour du PPSPS avant d'engager les travaux, doit tenir compte des observations résultantes de la visite d'inspection commune avec le Coordonnateur SPS.

L'entreprise chargée du gros œuvre ou le lot principal et ceux ayant à exécuter des travaux à risques particuliers mettent à disposition leurs PPSPS aux autres entreprises sur le chantier.

2.3.1. Pénalités

Article L4744-5

Le fait pour l'entrepreneur de ne pas remettre au maître d'ouvrage ou au coordonnateur SPS le plan particulier de sécurité et de protection de la santé PPSPS des travailleurs prévu à l'article L. 4532-9 est puni d'une amende de 9 000 euros.

La récidive est punie d'un emprisonnement d'un an et d'une amende de 15 000 euros.

Se conformer aux pièces écrites du marché.

2.4. Sous-traitance

Les entreprises titulaires de lots qui envisagent de faire intervenir un ou plusieurs sous-traitants ou travailleurs indépendants respectent la règle suivante :

- L'entreprise concernée adresse quatre semaines au préalable sa demande au maître d'œuvre qui la transmet au maître d'ouvrage.
- L'agrément est confirmé à l'entreprise par le maître d'ouvrage qui informe en copie le maître d'œuvre et le coordonnateur SPS qui conduit la visite d'inspection commune.

Toute entreprise ou travailleur indépendant qui ne respecte pas ces dispositions se voit interdire l'accès au chantier par le maître d'œuvre.

2.4.1. Déclaration des sous-traitants

L'entreprise a l'obligation de déclarer au maître d'ouvrage tout sous-traitant qu'elle prendrait pour réaliser une partie des travaux. Cette déclaration indique la nature précise des prestations sous-traitées.

Les coordonnées des sous traitants doivent être adressées par le maître d'ouvrage au CSPS pour l'organisation de l'inspection commune.

Les entreprises qui ont l'intention de sous-traiter doivent s'assurer que les prestations de service ne sont en aucune façon des prêts de main-d'œuvre qui pourraient constituer un délit de marchandage (art. L.8231-1 du Code du Travail).

2.4.2. Transmission du PGC

L'entrepreneur qui fait exécuter, tout ou partie, du contrat conclu avec le Maître d'Ouvrage par un ou plusieurs sous-traitants, doit remettre à ceux-ci un exemplaire du PGC au dernier indice et le cas échéant, un document précisant les mesures d'organisations générales qu'il a retenues pour la sécurité et qui sont de nature à avoir une incidence sur la sécurité et la santé des travailleurs.

2.4.3. Obligation du sous-traitant

Le sous-traitant est soumis aux mêmes obligations que l'entreprise titulaire quant au respect des dispositions communes de sécurité et de protection de la santé. Il est soumis à toutes les obligations des entreprises.

Le PPSPS du sous-traitant doit tenir compte des informations fournies par l'entreprise titulaire et notamment celles contenues dans son PPSPS et celles contenues dans le PGC ainsi que les dispositions arrêtées en inspection commune.

2.5. Intérimaires

Les entreprises utilisant du personnel intérimaire doivent s'assurer :

- que le personnel est apte à effectuer le travail auquel il est destiné,
- que le certificat d'aptitude médical pour la profession concernée a bien été délivré,
- que les salariés intérimaires soient intégrés au personnel de l'entreprise, notamment en ce qui concerne l'accueil renforcé, la formation à la sécurité, la fourniture des équipements de protection individuelle et l'utilisation des installations vestiaires, réfectoires et sanitaires.

2.6. Accueil des entreprises « location avec chauffeur »

Les entreprises faisant appel à de la location avec chauffeur, doivent le signaler dans leur PPSPS.

Les chauffeurs sont accueillis par l'entreprise qui leur explique les règles de sécurité les concernant.

2.7. Travailleurs indépendants art L4535-1

Les travailleurs indépendants ou les employeurs exerçant eux-mêmes une activité sur le chantier, sont assujettis aux mêmes obligations réglementaires que toute autre société, y compris :

- l'obligation de remettre au Coordonnateur SPS un Plan Particulier de Sécurité

2.8. Protections individuelles

Toute personne entrant sur le chantier doit être équipée des protections individuelles adaptées.

2.9. Modalité d'accueil des salariés

Tous les salariés présents sur le site portent de façon visible le sigle de leur entreprise sur leur vêtement de travail ou leur casque et doivent pouvoir être nominativement identifiés.

Les personnels des entreprises, doivent recevoir, le jour de leur arrivée sur le chantier, une formation pratique et appropriée en sécurité.

Cette formation qui est assurée par les chefs de chantier et les chefs d'équipe des entreprises porte sur :

- les conditions de circulation des personnes sur le chantier,
- la sécurité pendant l'exécution du travail
- les dispositions à prendre en cas d'incident, d'accident et d'incendie.
- la situation et le contenu de la boîte de premier secours.

Salariés étrangers :

Chaque entreprise doit pouvoir répondre aux règles suivantes, à savoir :

- Etre en possession de l'ensemble des pièces écrites et graphiques propres au chantier,
- Le référent chantier doit maîtriser la langue française pour mettre en application les consignes de sécurité du chantier,
- Le référent chantier ou le chef d'établissement doit pouvoir participer aux réunions de chantier,

Chaque entreprise tient à jour à disposition des organismes officiels de préventions et des autorités compétentes un classeur qui comporte :

- Une liste nominative de ses personnels sur site y compris les personnes intérimaires.

Pour chaque salarié :

D.U.E. (Déclaration unique d'embauche) avec récépissé de l'URSSAF ou extrait du registre du personnel,

Contrat d'intérim si pas de DUE,

Déclaration de détachement pour le personnel de sociétés étrangères en provenance de la CE.

Pour les ressortissants hors CE :

Photocopie de leur carte de séjour et de leur permis de travail.

2.10. Modalités de visite du chantier par des tiers

Des visites peuvent être organisées par le Maître d'Ouvrage qui définit les mesures de protection et de sécurité.

L'organisateur de la visite est responsable de la fourniture des équipements adaptés à cette visite. Le maître d'ouvrage informe le maître d'œuvre et le coordonnateur.

3. MESURES D'ORGANISATION GENERALE

du chantier arrêtées par le Maître d'œuvre en concertation avec le Coordonnateur SPS

Contraintes d'environnement de site

Présence d'amiante dans les existants

Voir détail dans l'annexe "Présence d'amiante"

Le diagnostic réalisé concernant le programme des travaux, atteste présence d'amiante : OUI

Il a été repéré des matériaux ne contenant pas sur décision de l'opérateur :

-Conduit amiante ciment de ventilation primaire de toute hauteur y compris mitron

Il a été repéré des matériaux contenant de l'amiante après analyse :

Revêtements : Colle revêtement PVC

Le DAAT doit être joint au DCE, et les entreprises doivent intervenir conformément à la réglementation amiante. Il faut également le plomb avant travaux.

Présence de plomb dans les existants

Voir détail dans l'annexe "Présence de plomb"

Il a été constaté un empoussièrement plomb dont la teneur est inférieure à 1000mg/g concernant la concentration surfacique en plomb acido-soluble ($\mu\text{g}/\text{m}^2$)

Il a été constaté une présence de plomb dont la teneur est supérieure à 1,5mg/g concernant la concentration massique en plomb acido-soluble (arrêté du 19/08/2011).

Présence de silice dans les existants

Voir détail dans l'annexe "Présence de silice"

3.1. Accès au site et réseaux provisoires

Contrôle d'accès – Identification sur le chantier :

-L'accès au chantier se fera par la rue Rue de Babylone 75007 Paris au 32 (32 Rue de Babylone, 75007 Paris)

-Le PCS sera chargé de filtrer les personnes souhaitant accéder au bâtiment et de vérifier leurs identités grâce à une liste du personnel qui lui sera transmise au préalable (procédure d'accréditation).

-Tout compagnon devra avoir sur lui sa carte professionnelle BTP.

-L'entreprise désignée doit prendre toutes dispositions pour protéger les accès et baliser le chantier.

-L'accès au chantier sera parfaitement signalé à l'ensemble des fournisseurs.

-L'accès est interdit à toute personne étrangère au chantier.

Branchement provisoire d'eau et d'électricité du chantier sur les installations existantes du bâtiment.



3.2. Emprise de chantier

3.2.1. Clôture et portail

-Installation d'une **palissade** : clôture en palissade en bois de hauteur 3.00 m minimum au pourtour de la zone de stockage, de la zone de chantier et et en partie basse des échafaudages. Cela permet de **sécuriser le périmètre du chantier et d'éviter tout accès non autorisé.**

Toutes les personnes qui accèdent au chantier ont obligation de porter au minimum les protections individuelles suivantes :

- Casque.
- Vêtements de travail devront porter le nom de la société
- Chaussures de sécurité
- Badge ou carte d'identification professionnelle BTP

3.2.2. Accès

Pour accéder au site, les entreprises doivent envoyer la liste des intervenants ainsi que les documents demandés, à savoir une copie de la pièce d'identité (CNI ou passeport) en haute définition et format JPEG, ainsi que la déclaration d'embauche (DUE ou DPAE) de chaque intervenant.

Cette documentation doit être fournie au préalable afin de permettre l'accréditation des intervenants et leur accès au site.

L'accès au chantier sera protégé (balisé) et tenue propre aux abords du chantier.

Les cheminements d'accès aux zones de travaux ainsi que les acheminements du matériel et des matériaux sur le site doivent être précisés dans le projet PIC joint au Dossier de Consultation des Entreprises DCE.

Ces éléments seront à voir lors de la première Visite d'Inspection Commune VIC avec les entreprises, en présence du Maître d'Ouvrage (MOA) et du Maître d'œuvre (MOe).

- Chaque entreprise doit fournir et faire porter à son personnel les équipements de protection individuelle.
- Toute personne non équipée d'EPI peut se voir interdire l'accès aux zones de travaux.

3.2.3. Circulations

-La circulation, le stationnement des véhicules personnel et d'entreprises sont interdits sur le chantier à l'exception des véhicules en cours de chargement ou déchargement :

Les véhicules des entreprises devront être garés dans la rue, car il n'est pas possible de mettre en place un parking à l'intérieur du chantier.

-Les entreprises devront respecter le code de la route.

- Organiser et gérer les flux piétons dans l'enceinte du chantier.
- Circulation piétonne à faire figurer à l'intérieur du chantier.
- Port du gilet haute visibilité impératif.
- Mise en place d'une signalisation horizontale et verticale à l'attention de tous les intervenants.
- Ne pas bloquer les accès de secours.
- Balisées, sécurisées par des protections collectives et entretenues quotidiennement.
- Stockage interdit, même provisoire.

3.2.4. Signalisation

Mise en place de la signalisation réglementaire sur clôture (palissade) à savoir:

- « Chantier interdit au public »
- « port du casque obligatoire »
- « port des EPI obligatoire »
- « Attention travaux »
- « Zone de chargement/déchargement »
- « Accès chantier »

Liste indicative et non exhaustive.

3.2.5. Stationnements

Chargement et déchargement : La MOA mettra à disposition des places de parking pour les véhicules des entreprises intervenantes.

En cas d'emprise sur voie publique:

Le lot désigné prendra toutes les dispositions auprès des services agréés pour obtenir toutes les autorisations de voirie nécessaires au bon déroulement de l'organisation de chantier.

3.2.6. Stockage

Les aires de stockage des approvisionnements de chantier seront tenues en bon ordre permanent et organisé afin de respecter des directives suivantes :

- Les aires de stockage doivent être planes, parfaitement compactées et dégagées de tout obstacle.
- Plateforme de stockage stable aux charges.
- Les aires de stockage doivent être parfaitement balisées.
- Les stockages de matériaux doivent être organisés.
- Les stockages sur palette ne doivent pas être gerbés en hauteur.
- Les stockages de « produit dangereux et/ou inflammable » doivent être signalés au MOA, MOe , C SPS et interdits d'accès aux autres intervenants.
- Les autres intervenants devront respecter les informations concernant les produits stockés.

En cas d'emprise sur voie publique:

Le lot désigné prendra toutes les dispositions auprès des services agréés pour obtenir toutes les autorisations de voirie nécessaires au bon déroulement de l'organisation de chantier.

3.2.7. Réseaux provisoires du chantier (hors base-vie)

Ceci comprend la fourniture des armoires et des réseaux de distribution de l'installation qui devront être conformes aux prescriptions des règlements en vigueur et notamment les articles R.4215-3 à R.4215-17 du code du travail et de la Norme NFC 15100.

3.2.8. Cantonnements et entretien

Des locaux sont mis à disposition des entreprises par la maîtrise d'ouvrage sur l'Hôtel de Cassini, 32 rue de Babylone. Cette base-vie dédiée doit comporter des vestiaires, un réfectoire, des sanitaires, des douches, etc.

L'entrepreneur titulaire du lot 01 sera chargé d'adapter et d'aménager ces locaux, d'en assurer l'entretien ainsi que l'approvisionnement en consommables pendant toute la durée des travaux. Ces locaux seront à visiter lors de la première Visite d'Inspection Commune VIC avec les entreprises.

L'entretien sera assuré quotidiennement pour toute la durée du chantier. La propreté et l'hygiène des installations de chantier sont toujours irréprochables.

Les caractéristiques de ces installations doivent répondre aux recommandations de la fiche n°27 de la CRAMIF.

Les dimensions des locaux doivent correspondre aux effectifs maximums en période de pointe.

3.3. Nettoyages (hors cantonnement)

Chaque corps d'état doit veiller à la bonne tenue du chantier et veiller à évacuer quotidiennement ses déchets et gravois du chantier et en particulier:

Déchets inertes;

Déchets industriels Banals (DIB);

Déchets industriels Spéciaux (DIS);

Les excédents de matériaux commandés;

Nettoyer ses postes de travail quotidiennement.

3.3.1. Projet de plan d'installation de chantier

Le maître d'ouvrage s'assure auprès du maître d'œuvre que les contraintes et obligations découlant, pour les entreprises, des mesures de prévention et de coordination mentionnées à l'article R. 4532-44 sont transcrites dans les pièces constituant les dossiers de consultation des entreprises.

Il vérifie que le projet de plan d'installation de chantier est joint à ces mêmes dossiers.

Le coordonnateur SPS collabore avec le maître d'œuvre à la transcription par celui-ci, sous forme de plan, du projet d'installation de chantier.

3.3.2. Plan d'installation de chantier

Préalablement à l'exécution des travaux, l'entreprise **Titulaire lot 1** soumet à l'accord du Maître d'Œuvre et du Coordonnateur SPS le plan de circulation et le plan des installations de chantier (plan porté au registre journal) qui doivent préciser la localisation :

L'entreprise titulaire du Lot 1 soumettra avant son intervention le plan d'installation de chantier PIC au Maître d'Ouvrage, MOe et au coordonnateur SPS.

Ce plan affiché dans le bureau de chantier, fera clairement apparaître les éléments suivants :

Voies d'accès.

Emplacement des aires de stockage.

La signalisation intérieure et extérieure.

L'emplacement de la clôture (palissade).

Les cantonnements.

Le bureau de chantier.

L'emplacement des bennes à déchets.

Les zones de circulation et de déchargement.

Les zones de circulations piétonnes.

Le réseau d'alimentation électrique.

Le réseau d'alimentation en eau du chantier.

Le point de rassemblement des secours.

Liste indicative et non exhaustive.

La fourniture, l'installation et l'entretien des divers éléments nécessaires à ces différentes installations sont à la charge du titulaire du lot 1 y compris le fléchage pour indiquer le chantier ainsi que la signalétique de sécurité.

La fourniture, l'installation et l'entretien des divers éléments nécessaires à ces différentes installations sont à la charge de l'entreprise **Titulaire lot 1** y compris le fléchage pour indiquer le chantier ainsi que la signalétique de sécurité.

3.4. Tableau récapitulatif des mesures d'organisation générale de chantier

Poste	Réalisé par ?	Géré par ?	Echéance de fin
Clôture et portail	Existante / + Palissade	Titulaire Lot 1	Fin de chantier
Accès	Existants	MOA - PCS	Fin de chantier
Circulations	Existantes	Entreprise du lot 01	Fin de chantier
Signalisation	Entreprise du lot 01	Entreprise du lot 01	Fin de chantier
Stationnement	Pas de Parking / Autorisations de voirie si besoin	MOA + Tous les CE	Fin de chantier
Stockage	Entreprise du lot 01 / voir projet PIC	Tous les CE	Fin de chantier
Réseaux provisoires de chantier	Lot CFO-CFA	Lot CFO-CFA	Fin de chantier
Coffret électrique général	Lot CFO-CFA	Lot CFO-CFA	Fin de chantier
Coffret divisionnaire et éclairage			Fin de chantier
Cantonnement	MOA	Titulaire Lot 1	Fin de chantier
Infirmier de chantier			
Nettoyage hors cantonnement	Tous les LOTS	Tous les LOTS	Fin de chantier
PIC	Titulaire lot 1	Titulaire lot 1	Fin de chantier
Protections collectives	Entreprise du lot 01	Titulaire Lot 1	Fin de chantier
Accès hauteur communs	Titulaire lot 1	Titulaire lot 1	Fin de chantier
Déchets - Gravats	Titulaire lot 1 / Tous les lots	Titulaire lot 1/ Tous les lots	Fin de chantier

4. MESURES DE COORDINATION SPS

4.1. Définition des séquences d'interventions

Décomposition des interventions et remarques en termes de coactivités en concertation avec le maître d'œuvre.

Séquence(s)	calendrier hypothèse	Tâche(s) / lot(s)	Danger(s)	Essentiel(s) de la séquence
1 Travaux de Restauration		Travaux de Restauration	Manutention manuelle Inhalation poussières Inflammation, explosion Engins et matériels Eclairage Déplacement de plain-pied Contact électrique direct ou indirect Chute d'objets, éclats Choc, coupure, piqûre Travail en hauteur Produits dangereux Travaux à point chaud Bruit, vibrations Réseaux Travail isolé Plomb Amiante Canalisation ou récipient sous pression Rupture, effondrement Stabilité, renversement Voisinage	Mécanisation des manutentions Matériel équipé d'aspiration à la source Aucun stockage à l'intérieur de matériaux dangereux Conformité des engins et matériels Formation et habilitation des salariés Éclairage complémentaire des postes de travail à prévoir Laisser en permanence les allées de circulation et issues de secours dégagées Travaux hors tension Consignation des réseaux, habilitation du personnel Balisage des zones de travaux Port des EPI obligatoire Équipements conforme à la réglementation en vigueur, personnel formé et habilité Mise en commun de protections collectives Signaler, baliser et interdire l'accès aux zones pouvant exposer le public, les locataires et les ouvriers des autres entreprises aux risques Informer les différents intervenants de l'intervention programmée Ne pas s'exposer à ces risques en respectant les périmètres de sécurité et les consignes données Respecter le port des EPI Privilégier les produit non dangereux Protection environnement, personnel. Extincteur Le permis de feu est journalier et doit être demandé au moins 24 heures à l'avance auprès de la MOA Réduction du bruit à la source. Port

				<p>des EPI</p> <p>Mise hors service des réseaux présentant des risques Travail isolé interdit</p> <p>Prendre connaissances des repérages plomb avant travaux Mode opératoire Plomb (déplombage)</p> <p>Les entreprises doivent intervenir conformément à la réglementation en vigueur relative à l'amiante Le plan de retrait doit être transmis 30 jours avant le désamiantage aux organismes de prévention (Inspection du travail, CARSAT, CRAMIF, OPPBTP) Plan de recollement des réseaux Diagnostic des réseaux existants</p> <p>Blindage, balisage, protections périphériques des tranchées....</p> <p>Privilégier les assemblages au sol</p> <p>Consignation des réseaux</p>
--	--	--	--	--

4.2. Analyse de risques

Séquence : 1 - Travaux de Restauration

Travaux de Restauration

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
Manutention manuelle	<p>Les entreprises prennent les mesures d'organisation appropriées ou utilisent les moyens adéquats, et notamment les équipements mécaniques, afin d'éviter le recours à la manutention manuelle de charges par les travailleurs.</p> <p>Les entreprises définissent, dans leur PPSSPS, les moyens de manutention spécifiques prévus, leurs consignes d'utilisation ainsi que le poids des éléments à manutentionner.</p> <p>Quel que soit le type de matériel de levage retenu, et préalablement à toute opération d'approvisionnement, les entreprises doivent mettre en place des dispositifs permettant d'acheminer les charges à leur point de destination sans que le personnel affecté à leur réception soit, à aucun moment, exposé à un risque de chute.</p>	<p>Tous les lots sont concernés</p> <p>Respecter les balisages en place</p> <p>Maintenir en permanence les circulations propres et rangées</p>
Inhalation poussières	<p>Les entreprises utilisent des matériels permettant de réduire les émissions de poussières par aspiration à la source (découpe, ponçage,...). Compléter ces dispositifs par la mise à disposition de masque anti-poussière. Pour le nettoyage du chantier il est demandé aux entreprises d'utiliser des aspirateurs industriels.</p>	<p>Mise à disposition de masques anti-poussière pour les salariés</p>
Inflammation, explosion	<p>Les entreprises ne peuvent stocker à l'intérieur des produits présentant des risques d'inflammation ou d'explosion. Lors de l'utilisation de ces produits assurer une bonne ventilation des locaux, compléter avec un dispositif spécifique si nécessaire.</p>	<p>Tous les lots sont concernés</p>
Engins et matériels	<p>Les entreprises utilisent des engins conformes à la réglementation, les conducteurs sont en possession de l'autorisation de conduite. Les engins et matériels sont à jour de leurs contrôles périodique et régulièrement entretenus. Pour les travaux intérieurs privilégier les équipements les moins polluants.</p>	<p>Respecter les balisages en places</p>
Eclairage	<p>Les entreprises devront avoir en permanence à disposition des éclairages complémentaires pour leurs postes de travail.</p>	<p>Tous les lots sont concernés</p>
Déplacement de plain-pied	<p>Les entreprises devront laisser en permanence les allées de circulations et les issues de secours libres. Aucun stockage dans ces zones.</p>	<p>Tous les lots sont concernés</p>

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
	<p>Lorsque les salariés sont appelés à franchir une tranchée de plus de 40 cm de largeur, des passerelles de franchissement appropriées et équipées de garde corps doivent être mis à leur disposition.</p> <p>Dans la mesure du possible les tranchées doivent toujours être remblayées à l'avancement des travaux de réseaux.</p> <p>L'ensemble du pourtour doit être balisé et protéger par des éléments de clôture rigides et solidaires les uns des autres d'une hauteur de 2m.</p>	
Contact électrique direct ou indirect	<p>Les travaux doivent être réalisés hors tension. S'assurer avant tout travaux de la mise hors tension des réseaux (PV de consignation, attestation de mise hors tension....).</p> <p>Si la mise hors tension n'est pas possible, les réseaux restant sous tension doivent être repérés, protégés... et le personnel doit être en possession des habilitations électriques adaptées aux travaux à réaliser.</p> <p>Le matériel électrique est conforme au normes en vigueur, en bon état et à jour de ses vérifications réglementaires et port des équipement de protection adaptés..</p>	Tous les lots sont concernés. Respecter la signalétique.
Chute d'objets, éclats	<p>L'entreprise doit assurer les protections de son personnel, des locataires et du public :</p> <ul style="list-style-type: none"> -Un dispositif de filets permettant de recueillir ou de retenir la chute d'une personne -Un dispositif de garde-corps à la périphérie des bâtiments, installé à titre provisoire sur les couvertures non accessibles. <p>Au droit des zones de travail surplombant des zones possible d'activités, toutes protections seront prises afin d'éviter les chutes d'objets sur la chaussée.</p> <p>Au droit des zones de travail surplombant des zones possible d'activités, toutes protections seront prises afin d'éviter les chutes d'objets sur la chaussée.</p>	Respecter les balisages en place
Choc, coupure, piqure	<p>Les salariés devront être équipés en permanence de casque et chaussure de sécurité et avoir tous les EPI complémentaires pouvant être nécessaire à la réalisation de leurs travaux (lunettes, gants, protections auditives.....)</p>	Tous les lots sont concernés
Travail en hauteur	<p>Les entreprises doivent utiliser des équipements conformes à la réglementation en vigueur et en bon état pour réaliser les travaux en hauteur.</p> <ul style="list-style-type: none"> - PIRL - Échafaudage avec du personnel formé et 	Tous les lots sont concernés Signaler, baliser et interdire l'accès aux zones pouvant exposer le public, les locataires et les ouvriers des autres entreprises aux risques

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
	<p>habilité au montage et à l'utilisation</p> <ul style="list-style-type: none"> - Nacelle avec des conducteurs titulaires de l'autorisation de conduite. <p>Les travaux superposés sont interdits. Vérification régulière du matériel utilisé. Balisage des zones en dessous des travaux en prenant en compte la courbe de chute. Pas de superposition de tâches. Faciliter les opérations d'approvisionnements pour les entreprises via monte-charge</p> <p>Le travail à l'échelle ou à l'escabeau est interdit sur le chantier.</p> <p>Rappel: utilisations d'équipements temporaires (protection collective)</p> <p>Les plates-formes individuelles roulantes légères (PIRL)</p> <p>Ce sont des matériels légers et compacts en position repliée, conçus pour être manutentionnés et utilisés par un seul opérateur travaillant sur un plancher dont la hauteur maximale au dessus du sol est de 1,50 m.</p> <p>Les PIRL peuvent franchir les ouvertures et les escaliers.</p> <p>Leur conformité aux exigences minimales de solidité, de stabilité et de sécurité peut être évaluée en référence à la norme NF P93-353. Elles entrent dans le champ de la marque NF Équipements de chantier.</p> <p>Les plates-formes individuelles roulantes (PIR)</p> <p>Les plates-formes individuelles roulantes (PIR) sont des matériels destinés à être utilisés par un seul opérateur, pour des travaux accessibles à partir d'un plancher de travail situé à 2,50 m du sol au maximum. Elles sont qualifiées de «PIR portable» quand elles peuvent être manutentionnées par l'opérateur lui-même sans recours à un moyen de levage. Ce sont des matériels conçus pour les travaux de second oeuvre et les travaux de nettoyage et d'entretien. Leur conformité aux exigences minimales de solidité, de stabilité et de</p>	<p>Informers les différents intervenants de l'intervention programmée</p> <p>Utiliser les moyens les mieux adaptés aux travaux à exécuter</p>

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
	<p>sécurité peut être évaluée en référence à la norme NF P93-352. Ils entrent dans le champ de la marque NF Équipements de chantier.</p> <p>Les échafaudages roulants: Pour les travaux de moindre envergure et de durée relativement courte en façade et parois verticales ou en plafond et ne nécessitant pas un accès permanent à l'ensemble de la zone de travail, les échafaudages roulants peuvent constituer une solution appropriée. La conformité de ces équipements aux exigences minimales de solidité, de stabilité et de sécurité peut être évaluée en référence à la norme NF EN 1004. Ils entrent dans le champ de la marque NF Équipements de chantier qui constitue de plus un référentiel pour des matériels destinés à des hauteurs de travail plus importantes que celles envisagées par la norme NF EN 1004.</p> <p><i>-La mise en oeuvre d'une PEMP nécessite une équipe de 2 personnes a minima, l'une étant chargée de la surveillance au sol</i> <i>-Le personnel doit être titulaire d'une autorisation de conduite</i> <i>-Il est interdit de sortir de la nacelle</i></p>	
Produits dangereux	Recenser les produits dangereux utilisés. Transmettre une copie des Fiches de Données de Sécurité en annexe du PPSPS. Détailler les modes opératoires pour la mise en œuvre et le stockage de ces produit.	Pas d'intervention à proximité de zones utilisant des produits dangereux
Travaux à point chaud	<p>Protéger l'environnement du poste de travail, extincteur adapté en état, à proximité du poste de travail</p> <p>Faire établir un permis feu.</p> <p>Prévoir et tenir à proximité du poste de travail les moyens d'extinction approprié.</p> <p>Evacuation des déchets, rangement et nettoyage du chantier.</p> <p>Surveillance après travaux.</p> <p>Ventilation des locaux.</p> <p>Former le personnel à l'utilisation des moyens d'extinction.</p> <p>Interdiction de fumer sur site.</p>	Pas d'intervention à proximité des postes de travail par point chaud

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
Bruit, vibrations	<p>Conformément à la réglementation en vigueur, l'employeur est tenu de réduire le bruit au niveau le plus bas raisonnablement possible, compte tenu de l'état des techniques.</p> <p>Les entreprises devront donc retenir des procédés d'exécution, des modes opératoires et des matériels limitant les bruits. En cas d'impossibilité, il faudra prévoir d'autres solutions d'insonorisation :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Réduction du bruit à la source. - Encoffrement de la source (exemple : ventilateurs, etc.). - Suspension anti-vibratile. - Eloignement des machines. - Protections individuelles. 	<p>Tous les lots sont concernés</p> <p>Limiter des travaux bruyants via l'utilisation d'outils adaptés</p> <p>Equiper les machines d'un dispositif anti-bruit ou d'un amortisseur acoustique pour les travaux très bruyants</p> <p>Le personnel exposés aux bruits devra porter des protections individuelles (bouchons d'oreilles ou casque anti-bruit)</p>
Réseaux	<p>Les entreprises prennent connaissances de l'ensemble des réseaux existants en service. Elles demandent la mise hors service des réseaux présentant des risques par rapport aux travaux à réaliser. Les réseaux restant en service sont repérés et signalés.</p>	Ne pas intervenir sur les réseaux en services
Travail isolé	<p>Les entreprises prennent toutes les mesures nécessaires afin qu'aucun salarié ne travaille isolément en un point où il ne peuvent être secouru à bref délai.</p>	Tous les lots sont concernés
Plomb	<p>Les entreprises interviennent conformément à leurs modes opératoires relatifs aux risques liés au plomb, en application de l'Article R4412-156 du Code du travail.</p> <p>Chaque entreprise devra mettre en œuvre, d'une manière effective, toutes les mesures de protection de la santé de son personnel destinées à éviter l'inhalation par la décimation sous forme de poussières de plomb lors de l'exécution de travaux de grattage, ponçage, décapage, démolition, etc.</p>	Respecter les balisages en place. Prendre connaissances des repérages plomb avant travaux
Amiante	<p>Repérage amiante avant travaux.</p> <p>Entreprise spécialisée et certifiée SS3.</p> <p>Personnel formé SS3.</p> <p>Plan de retrait Amiante (PDRE) : L'entreprise chargée du retrait doit transmettre le PDRE au moins 30 jours avant la date de démarrage des travaux aux organismes de prévention (Inspection du travail, CARSAT, CRAMIF, OPPBTP) via la plateforme DEMAT@MIANTE.</p> <p>SAS de confinement étanche.</p> <p>Désamiantage.</p>	<p>Prendre connaissance du diagnostic amiante.</p> <p>Pas de coactivité.</p>

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
Canalisation ou récipient sous pression	Avant de commencer ses travaux de terrassement ou de fondations, les entreprises devront s'informer auprès du Maître d'Ouvrage et du Maître d'Œuvre, de l'existence éventuelle de terres rapportées, de risque d'imprégnation du sous-sol par des émanations pou produits nocifs et devront attendre les retours des D.I.C.T. afin de connaître l'emplacement et de la nature des éventuelles canalisations ou câbles souterrains pouvant se trouver dans la zone où les travaux seront entrepris.	Respecter les balisages
Rupture, effondrement	<p>Lors de l'exécution des travaux, les entreprises de terrassement et de fondations devront notamment mettre en œuvre :</p> <ul style="list-style-type: none"> - une protection rigide de 1 mètre de hauteur à la périphérie de toutes les excavations (tranchées, fouilles, puits, etc.), - des blindages pour prévenir tout risque d'ensevelissement (obligatoire pour les fouilles de plus de 1,30 m de profondeur et d'une largeur égale ou inférieure aux deux tiers de la profondeur), - des moyens d'accès sûrs permettant de se rendre à l'intérieur des excavations, - le balisage de l'aire d'évolution des engins (pelles mécaniques, notamment), - des plates-formes de travail stables et munies de garde-corps pour le personnel appelé à travailler sur les parois des fouilles. - un élément physique en rive de fouille... pour empêcher la chute d'un engin. Cet élément physique doit être adapté en fonction du matériel utilisé <p>Enfin, les fiches de délimitation de terrain ainsi que les aciers en attente ne devront pas présenter de risque d'empalement (crossage des têtes ou, à défaut, mise en place d'une protection contre le risque d'empalement). Les entreprises de terrassement et de fondations devront également protéger ou raser les aciers des treillis soudés.</p>	Respecter les balisages
Stabilité, renversement	<p>"L'entreprise chargée des travaux de charpente devra notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> - réaliser un maximum d'opérations (montage, assemblage, etc.) au sol, - utiliser des échafaudages, nacelles ou plates-formes auto-élevatrices pour les travaux de montage en hauteur, - interdire matériellement toutes les zones situées à l'aplomb des zones de travail. 	Aucune coactivité dans la zone lors des travaux de montage de charpente

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
	<p>Les travaux devront satisfaire aux recommandations CNAM n° R-356 et R-362.</p> <p>Avant de mettre en œuvre des nacelles élévatrices sur le site, l'entreprise chargée des travaux de charpente devra réceptionner sans réserve les zones d'évolutions des nacelles.</p> <p>Les éventuelles réserves formulées par l'entreprise de charpente sur l'état de la plateforme devront être transmises au Maître d'Œuvre, au Coordonnateur Sécurité ainsi qu'à l'entreprise de terrassement ou de gros oeuvre qui devra obligatoirement mettre en œuvre toutes les dispositions utiles et nécessaires afin le terrain soit adapté à l'utilisation des nacelles élévatrices.</p> <p>L'entreprise chargée des travaux de charpente devra également :</p> <ul style="list-style-type: none"> - réaliser l'examen d'adéquation des nacelles en fonction des contraintes du site (état du terrain, pente, etc.), - vérifier que chaque conducteur de nacelle possède une « Autorisation de conduite », - contrôler la présence sur le chantier du dernier rapport de vérification de chaque nacelle, - baliser l'aire d'évolution des nacelles et interdire matériellement les surfaces situées sous ses zones de travaux, - n'utiliser que des nacelles ne présentant de risque de cisaillement." 	
Voisinage	<p>Avant tout travaux de démolition ou de dépose l'entreprise devra s'assurer de la consignation des réseaux.</p> <p>L'entreprise devra réaliser la pose des garde-corps provisoires en périphérie des planchers et en terrasse.</p>	Aucun travaux de dépose ou démolition sans consignation

4.3. Co-activités et protections collectives

4.3.1. Organisation de la sécurité collective

L'entreprise titulaire du lot 01 est chargée de la mise en place, de l'entretien et de la maintenance des protections collectives en périphérie de toutes les zones présentant un risque de chute de hauteur pendant toute la durée du chantier. Une protection suffisante et adaptée à leurs travaux doit donc être mise en place. L'entreprise doit définir dans son P.P.S.P.S, le type de protections qu'elle met en place.

Ces protections collectives devront être conformes à la réglementation en vigueur et démontables pour permettre leur dépose / repose lors d'approvisionnement des matériaux.

Si pour une tâche déterminée ou pour des raisons techniques une entreprise est amenée à déposer un élément de protection, elle doit assurer immédiatement la continuité de la sécurité par un autre moyen défini

dans son P.P.S.P.S. Elle rétablira les protections initiales le plus rapidement possible.

4.3.2. Déplacement de protection collective

Au cas où une tâche nécessite le déplacement ou l'enlèvement d'un dispositif de protection collective, l'entreprise (ou son sous-traitant) doit présenter la méthodologie qu'elle compte employer pour effectuer cette tâche, la nature des protections individuelles ou collectives qu'elle compte mettre en place, afin que ses ouvriers puissent travailler en sécurité pour effectuer la tâche en question et les mesures de protection qu'elle compte employer pour garantir la sécurité des autres intervenants du chantier.

Les dispositifs provisoires de protection collective doivent être conçus de manière à ne pas gêner la mise en place du dispositif définitif. Ainsi le dispositif provisoire ne sera retiré qu'une fois les protections définitives mises en place.

4.3.3. Disposition en cas de carence d'une entreprise

En cas de carence d'une entreprise, de nature à causer un risque pour les autres, sur la mise en place de protections collectives ou pour le nettoyage tel qu'il est défini, l'entreprise En cas de carence de l'entreprise pour la mise en place de protections collectives pour son propre personnel et pour les autres intervenants, le maître d'œuvre fera poser ces protections collectives par une entreprise de son choix, aux frais de l'entreprise défaillante.

L'arrêt des travaux qui pourrait en résulter sera également à la charge de l'entreprise défaillante.

est tenue de se substituer à celle-ci.

Si c'est l'entreprise En cas de carence de l'entreprise pour la mise en place de protections collectives pour son propre personnel et pour les autres intervenants, le maître d'œuvre fera poser ces protections collectives par une entreprise de son choix, aux frais de l'entreprise défaillante.

L'arrêt des travaux qui pourrait en résulter sera également à la charge de l'entreprise défaillante.

qui est défaillante, le Coordonnateur SPS et le Maître d'Œuvre la mettront en demeure de pallier immédiatement à ce non-respect des règles de sécurité.

En cas de refus et de danger immédiat, le Coordonnateur SPS pourra en concertation avec le Maître d'Œuvre, demander au Maître d'Ouvrage de faire intervenir une autre entreprise aux frais de la première pour remédier à la carence constatée.

4.3.4. Prévention des risques de maladies professionnelles

Les travaux doivent s'effectuer dans des locaux ventilés.

Pour les travaux dans les sous-sols, de soudure et/ou dégageant de la poussière, une ventilation mécanique doit être mise en place.

Le choix des modes opératoires et des produits mis en œuvre doit être tel qu'il n'entraîne pas de nuisances telles que : bruits, vibrations, poussières gaz toxiques, etc . . .

En cas d'impossibilité, il est nécessaire d'employer des matériels réduisant les nuisances à la source (insonorisés, anti-vibratiles . . .).

Ce paragraphe est complété dans le PPSPS de l'entreprise. Pour un produit de même technicité existant dans le commerce, l'entreprise a pour obligation d'utiliser celui présentant le moindre risque pour la santé des travailleurs.

4.4. Equipement de levage

Sans objet

4.4.1. Autorisation de survol

Sans objet

4.4.2. Dispositifs d'aides à la manutention

Les entreprises doivent prendre les mesures d'organisation appropriées ou utiliser les moyens adéquats, et notamment les équipements mécaniques, afin d'éviter le recours à la manutention manuelle de charges par les travailleurs.

Les entreprises définissent, dans leur Plan Particulier de Sécurité, les moyens de manutention spécifiques prévus, leurs consignes d'utilisation ainsi que le poids des éléments à manutentionner (préciser le type, le nombre et l'implantation).

4.5. Les mesures prises en matière d'interactions sur le site

4.5.1. Approvisionnements et stockage

A partir du plan d'installation de chantier, les approvisionnements sont définis et organisés en accord avec la maîtrise d'œuvre et les entreprises.

L'ensemble est porté à la connaissance du coordonnateur SPS et évoqué lors des inspections communes.

4.5.2. Travaux superposés

Les travaux en superposition de postes de travail sont interdits. Toutes les mesures sont prises par la maîtrise d'œuvre dans sa planification des travaux pour éviter les risques de co-activité par superposition.

4.5.3. Mise en œuvre de produits dangereux

Les mesures suivantes doivent être appliquées :

- Intégrer les fiches de sécurité (FDS) au PPSPS ;
- Informier et former le personnel aux risques encourus ;
- Porter les EPI adaptées aux risques indiqués dans les FDS;
- Limiter au maximum les quantités de produits présentes lors de chaque opération ;
- Réduire au minimum le nombre de travailleurs exposés, attention à ne pas créer des situations d'accident par la présence de travailleur isolé ;
- Réduire au minimum la durée et l'intensité de l'exposition: dans le cas où l'employeur ne peut pas éviter l'utilisation d'un agent chimique dangereux ou d'un produit cancérigène, mutagène, toxique pour la reproduction ;
- Mettre à disposition des installations sanitaires pour l'hygiène personnelle ;
- Les travailleurs ne doivent ni boire, ni manger, ni fumer dans les zones où il y a un risque d'exposition à des ACD ou des CMR ;
- Mettre en place des mesures en cas d'urgence ;
- Le nettoyage des locaux doit être adapté aux produits présents.

4.5.4. Protection contre le bruit

L'entrepreneur est tenu de réduire le bruit à la source et au niveau le plus bas raisonnablement possible, compte tenu de l'état des techniques.

Les entreprises doivent retenir les procédés limitant les bruits. En cas d'impossibilité, prévoir d'autres solutions d'insonorisation, notamment :

- encoffrement de la source,
- suspension anti-vibratile,
- éloignement des machines,
- protection individuelle.

4.5.5. Protection contre l'incendie

Chaque entreprise assurera, sur l'ensemble de ses postes de travail présentant des risques d'incendie, la fourniture à son personnel de moyens de protection adaptés aux risques créés. Ces zones de travail à risque devront être signalées.

Respect des consignes.

Préalablement à une intervention par point chaud, chaque entreprise concernée préalablement à son intervention mettre en place la réglementation permis de feu.

Faire respecter la règle du permis de feu ; le permis de feu est journalier et doit être demandé au moins 24 heures à l'avance auprès de la MOA.

4.5.6. Travaux en hauteur

Quelle que soit la hauteur de travail, ces travaux sont effectués à l'aide, de plate-forme de travail, de plate-forme individuelle roulante, d'échafaudages roulants, de P.E.M.P. (nacelle élévatrice, plate-forme sur mâts...) ou d'échafaudage de pied. Ce matériel doit répondre à la réglementation en vigueur et normalisé.

En tout état de cause, ces matériels doivent être installés ou évoluer sur des surfaces stables.

Les échelles, escabeaux et marchepieds ne doivent pas être utilisés comme poste de travail.

L'attention des entreprises est attirée sur le risque de travailler sur une plate-forme à partir d'un plancher ou d'un platelage à proximité d'une rive (vide de construction ou ouverture). L'intervention est obligatoirement réalisée à partir d'une plate-forme de travail stable et normalisée. Une surélévation de la protection peut être rendue nécessaire, afin de conserver la hauteur de protection.

Lorsque des dispositifs de protection collective ne peuvent être mis en œuvre, l'entreprise devra préalablement à toute intervention, justifier par écrit dans son mode opératoire (ou additif au PPSPS) de cette impossibilité de recourir aux Equipement de protections collectives.

4.5.7. Echafaudage, tour escalier

Les échafaudages ne peuvent être montés, démontés ou sensiblement modifiés que sous la direction d'une personne compétente et par des travailleurs qui ont reçu une formation adéquate et spécifique aux opérations envisagées. Un PV de réception est laissé sur le site.

L'entreprise doit, quotidiennement, réaliser ou faire réaliser un examen de l'état de conservation en vue de s'assurer que l'échafaudage n'a pas subi de dégradation perceptible pouvant créer des dangers.

Lorsque des mesures s'imposent pour remédier à ces dégradations, elles sont consignées sur le registre prévu à cet effet.

L'entreprise doit faire un examen approfondi de l'état de conservation de son échafaudage tous les 3 mois au maximum.

Sur le chantier, la notice du fabricant doit être disponible dans le registre de sécurité.

L'entreprise qui installe un échafaudage, de pied et/ou roulant doit :

- Apposer sur l'équipement en cours de montage, de modification, de dépose un PANNEAU ROUGE << ACCES INTERDIT >>
- Apposer sur celui-ci un panneau VERT << ACCES AUTORISE >> après vérification de conformité par la personne compétente et habilitée,
- Apposer en permanence un PANNEAU indiquant : LE NOM DE L'ENTREPRISE UTILISATRICE et SON NUMERO DE TELEPHONE.

Nota : Ces panneaux doivent pouvoir résister aux intempéries et être solidement fixés et lisibles.

Toutes les précautions seront prises en matière de sécurité vis-à-vis des zones en activité :

balisage, protections, délimitation des zones de chantier, etc.

Toutes les situations de travaux superposés sont interdites.

Les phases de présomption de difficultés dans le domaine feront l'objet d'une inspection commune interentreprises avec le coordonnateur SPS et le Maître d'Œuvre.

Certaines phases peuvent être éventuellement décalées en accord avec le maître d'œuvre.

L'installation d'atelier dans les zones de travaux est interdite. Elle ne sera tolérée qu'avec l'accord du Maître d'œuvre sous conditions.

La prévention des interactions:

-mesures prises pour gérer les travaux superposés :

interdictions, plannings décalés, mesures de protections collectives etc.

responsabilisation des différents intervenants.

-respect des périmètres de sécurité mis en place par l'entreprise générant les risques.

Les entreprises devront préciser dans leur P.P.S.P.S. les consignes données à leur personnel pour limiter la gêne des zones en activité et du public en général.

Interdire le chantier au public.

Tenir le chantier en bon ordre de propreté.

Balisage et protection des zones de travail.

Dispositions à prendre contre les risques exportés :

-Veiller à la bonne mise en place des protections collectives ;

-Baliser et interdire la zone de travaux ;

-Travailler si possible en vase clos ;

-Signaler les risques par la mise en place de pictogramme.

Dispositions à prendre contre les risques importés :

-Ne pas s'exposer en respectant les périmètres de sécurité et les consignes données.

4.5.8. Utilisation et conduite des véhicules et des engins

La conduite des engins de chantier ne peut être confiée qu'à des conducteurs en possession du titre d'autorisation de conduite établi par son employeur.

Les manœuvres et les évolutions avec visibilité réduite ne peuvent s'effectuer que sous la conduite d'une ou plusieurs personnes chargées :

- Du guidage des véhicules et des engins,
- de la signalisation vis-à-vis des autres utilisateurs de la zone de circulation,
- les avertisseurs sonores et optiques couplés avec la marche arrière sont obligatoires sur tous les engins de chantier.

Un exemplaire des rapports de vérifications périodiques obligatoires doit être tenu à disposition dans le registre sécurité de l'entreprise.

La conduite des engins de manutention et de chantier sera assurée par du personnel qualifié et habilité, titulaire d'autorisation de conduite.

4.6. Moyens communs

4.6.1. Mise en commun des équipements de travail et d'accès en hauteur

Mutualisation des équipements de travail et d'accès en hauteur (METAH) pour maîtriser les risques liés aux chutes de hauteur : voir détail dans l'annexe « METAH »

4.6.2. Ascenseurs définitifs en phase chantier

Sans Objet.

4.6.3. Sécurisation des circulations, des accès et livraisons à pied d'œuvre, Echafaudages et matériels

Sécurisation des circulations, des accès et livraisons à pied d'œuvre (SCALP) pour maîtriser les risques liés aux chutes de plain-pied et réduire les manutentions manuelles : voir détail dans l'annexe « SCALP »

4.6.4. Protection des accès – Auvents

Des auvents assurant une protection efficace (en fonction du poids des objets susceptibles de tomber) doivent être installés par l'entreprise à l'aplomb des accès du bâtiment.

L'entreprise #auvent par#, en accord avec le Maître d'Ouvrage et le Maître d'Œuvre, a à sa charge la fourniture, la mise en place et la maintenance de cette protection.

4.7. Nettoyage et enlèvement des déchets

Chaque entreprise devra acheminer ses déchets jusqu'au moyen d'enlèvement mis à disposition et respecter les règles de tri.

Chaque jour, les entreprises devront laisser leur(s) zone(s) de travail exempte(s) de tous gravats ou déchets. Les déchets devront être déposés dans la benne.

L'entreprise titulaire du lot 01 mettra à disposition de l'ensemble des entreprises, pour toute la durée du chantier, un moyen efficace d'enlèvement des déchets et gravats (bennes).

5. ORDRE ET SALUBRITE DU CHANTIER

5.1. Stockages sur le chantier

Les entreprises doivent informer le Maître d'Œuvre de leurs besoins de stockage de matériaux sur le chantier. Les zones de stockage des matériaux sont délimitées et indiquées sur le Plan d'Installation du Chantier, qui est tenu à jour en fonction de l'avancement des travaux.

Les entreprises indiquent dans le P.P.S.P.S. si leurs travaux comprennent la mise en œuvre de substances ou des préparations dangereuses pouvant provoquer des intoxications, incendie ou explosion.

Les entreprises entreposent les produits à risque, conformément aux prescriptions des F.D.S. Tous stockages dans le bâtiment doivent faire l'objet d'une analyse par le Maître d'œuvre en concertation avec le CSPS. Ces zones doivent apparaître sur le plan d'installation de chantier.

L'entreprise précise dans son P.P.S.P.S. les règles de stockage relatives aux produits employés ainsi que les dispositions qu'elle met en œuvre en ce qui concerne notamment la ventilation et l'éclairage de ces zones de stockage.

Chaque entreprise doit maintenir en état de propreté ses zones de stockage et doit en conséquence effectuer les nettoyages quotidiens et évacuer ses déchets jusqu'aux points de regroupement convenus pendant la période de préparation et confirmés à l'occasion des réunions de chantier.

5.2. Nettoyage

Agent de propreté

Chaque entreprise désigne un Agent de Propreté qui, jusqu'à la réception T.C.E. a pour mission :

- De veiller à la propreté et au rangement des zones de stockage et des postes de travail de son entreprise
- De veiller au parfait état de propreté du chantier, des cantonnements et des voiries (à l'intérieur et à la sortie du chantier),
- D'organiser la mise en place et l'enlèvement des bennes à gravats,
- De provoquer les nettoyages

Nettoyage du chantier :

L'ensemble du chantier est nettoyé en permanence suivant un rythme adapté en fonction de l'importance des déchets générés par les activités du chantier. En aucun cas, les circulations ne doivent être encombrées par des déchets.

5.3. Enlèvement des déchets

Chaque entreprise est responsable du nettoyage lui incombant, défini dans les différents chapitres.

Les déchets doivent être limités, triés. Le contrôle de leur élimination se fait par Bordereau de Suivi des Déchets (BSD), dont une copie est conservée sur le site.

Afin d'éviter toute pollution du site, les produits polluants sont stockés conformément à la fiche de données de sécurité.

Privilégier l'emploi de produit naturel.

5.3.1. Evacuation des gravats et des déchets ordinaires

L'entreprise titulaire du lot 01 est responsable de l'évacuation des déchets. Dans le cas d'utilisation de bennes, leur remplacement est à effectuer à chaque fois que cela s'avère nécessaire, sans jamais que ces bennes débordent.

5.3.2. Enlèvement des matériaux dangereux utilisés

L'entreprise indique dans son P.P.S.P.S. les conditions d'enlèvement des déchets industriels spéciaux (produits et emballages) et indique le lieu de traitement (produits et procédures) Exemple : amiante, matériaux contaminés, produits chimiques, P.C.B. ...

Les déchets réputés dangereux doivent être évacués le plus rapidement possible. La procédure d'évacuation fera l'objet d'un accord du Maître d'Ouvrage, du Maître d'Œuvre et si nécessaire des autorités compétentes

5.3.3. Mesure en cas de défaillance d'une entreprise

Sur simple constat le Maître d'Ouvrage, le Maître d'Œuvre sans mise en demeure préalable peut faire procéder aux modifications des stockages ou des nettoyages qu'ils jugeraient nécessaires par une entreprise du chantier ou extérieure. Les frais résultants sont imputés aux entreprises défaillantes.

6. INTERFERENCES AVEC DES ACTIVITES D'EXPLOITATION

Sujétions découlant des interférences avec des activités d'exploitation sur le site à l'intérieur ou à proximité duquel est implanté le chantier

6.1. Déclarations particulières

Il incombe aux entreprises d'établir toutes les demandes d'autorisation nécessaires à la réalisation de ses travaux et notamment :

- DT à charge du maître d'ouvrage
- Application de la loi anti-endommagement
- D.I.C.T - Rapport d'étude n°R24-0302.A : Rapport Investigations Complémentaires de l'ensemble des réseaux enterrés
Analyses et conclusions :
Les mesures réalisées au niveau des sols à l'intérieur de la l'aile sur rue de l'Hôtel de Cassini, situé au 32 rue de Babylone à Paris (75) ont permis de mettre en évidence divers réseaux situés entre 8 et 60 centimètres de profondeur.
Il est à noter que la présence de la dalle en béton armé au niveau de la zone 3 rend difficile la détection exhaustive des réseaux pouvant être présents sous cette dalle.
- Demandes d'arrêtés - Demande d'autorisation de voirie, si besoin.
- Autorisations concessionnaires - Rapport de Diagnostic des Réseaux Existants joint au DCE

Ces déclarations sont à établir et à diffuser par toute entreprise (compris sous traitante) dès lors qu'elle réalise des travaux en sol et à proximité des réseaux aériens.

NC

6.2. Contraintes dues au voisinage de l'opération

Les entreprises devront préciser dans leur P.P.S.P.S. les consignes données à leur personnel pour limiter la gêne des zones en activité et du public en général.

-Interdire le chantier au public.

-Tenir le chantier en bon ordre de propreté.

-Balisage et protection des zones de travail.

Dispositions à prendre contre les risques exportés :

- Veiller à la bonne mise en place des protections collectives ;
- Baliser et interdire la zone de travaux ;
- Travailler en vase clos ;
- Signaler les risques par la mise en place de pictogramme.

Dispositions à prendre contre les risques importés :

- Ne pas s'exposer en respectant les périmètres de sécurité et les consignes données.

6.3. Risques par rapport à un chantier voisin

S.O.

6.4. Travaux effectués dans un établissement par une entreprise extérieure

S.O.

6.5. Prévention incendie et explosion, Permis de feu

Le permis de feu est établi dans le but de prévention des dangers d'incendie et d'explosion occasionnés par les travaux par point chaud (soudage, découpage, meulage,...). Il est délivré par le donneur d'ordre, pour chaque travail de ce genre exécuté soit par le personnel de l'entreprise, soit par celui d'une entreprise extérieure. Il ne concerne pas les travaux effectués à des postes de travail permanents de l'entreprise. Il doit être renouvelé chaque fois qu'un changement (d'opérateur, de lieu, de méthode de travail,...) intervient dans le chantier.

- Faire établir un permis feu ;
- Respecter les consignes signifiées dans permis feu ;
- Prévoir et tenir à proximité du poste de travail les moyens d'extinction approprié ;
- Former le personnel à l'utilisation des moyens d'extinction.

Dispositions à prendre contre les risques exportés :

- Utilisation de paravent pour éviter les projections de matières incandescente ;
- Baliser et interdire la zone de travaux ;
- Travailler si possible en vase clos ;
- Signaler les risques par la mise en place de pictogramme.

Dispositions à prendre contre les risques importés :

- Eloigner, protéger ou couvrir de bâches ignifugées tous les matériaux ou installations combustibles ou inflammables, en particulier ceux placés derrière des cloisons se trouvant à proximité du lieu de travail ;
- Ne pas s'exposer en respectant les périmètres de sécurité et les consignes données ;
- Evacuer tout stock de produit à risques.

Le permis de feu est journalier et doit être demandé au moins 24 heures à l'avance auprès de la MOA.

6.6. Interférences avec l'exploitant si utilisation partielle des ouvrages

Pour toute intervention sur des ouvrages en exploitation celles-ci sont régies sous plan de prévention.

6.7. Cas particulier

Sans objet

7. ORGANISATION DES SECOURS

Les consignes de sécurité et les numéros d'appel des services de secours doivent figurer sur le P.P.S.P.S. et être affichées.

En cas d'accident :

- les secours sont appelés immédiatement.
- L'entreprise préviendra le jour même la CARSAT, l'Inspection du travail, l'OPPBTP et le coordonnateur SPS.

Les entreprises préciseront dans leur PPSPS si elles ont des secouristes du travail dans leurs équipes.

Chaque entreprise disposera d'une trousse de premier secours pour son personnel.

7.1. Téléphone de secours

Le personnel présent sur le chantier doit disposer d'un téléphone de secours, pouvant être installé dans le bureau, **accessible en permanence par tous**.

Eventuellement, pour les petits chantiers où pour des zones de travail éloignées, un téléphone portable, **ouvert en permanence et en état de marche (correctement chargé)**. L'emplacement de la personne en disposant doit être connu de tous les ouvriers concernés.

7.2. Sauveteurs Secouristes du Travail (S.S.T.)

Au moins 5% du personnel présent sur le chantier (avec un minimum de un), quelle que soit l'entreprise, doit être Sauveteur Secouriste du Travail (S.S.T.).

Les S.S.T. doivent avoir été formés ou recyclés depuis moins de 2 ans et ont obligatoirement, à l'arrière de leurs casques, un autocollant d'identification.

La liste des secouristes, à jour en permanence, est affichée près du téléphone défini ci-dessus.

Il en est de même pour la liste du matériel médical existant sur le chantier.

7.3. Travail isolé

Les entreprises prennent toutes les mesures nécessaires afin qu'un travailleur isolé puisse signaler toute situation de détresse et être secouru dans les meilleurs délais.

7.4. Procédure d'organisation des secours

PROCEDURE D'APPEL : (A afficher dans le bureau de chantier et joindre à chaque PPSPS)

1. Ici chantier

A (commune arrondissement).....

N°..... Rue.....

En face de

Téléphone du chantier.....

2. Précisez la nature de l'accident

3. Signaler le nombre de blessés et leur état

4. Décrivez l'intervention du secouriste

5. Fixez un point de rendez-vous

6. Faites répéter le message

Chaque entreprise devra se conformer aux dispositions arrêtées par le PC S de l'hôtel en cas d'urgence accident / incendie.

7.5. Déclaration en cas d'accident ou incident

Outre les déclarations réglementaires d'accident effectuées par l'entrepreneur, les accidents ou incidents sont signalés au maître d'ouvrage, au maître d'œuvre et au coordonnateur SPS.

7.6. Point de rencontre secours

Le point de rassemblement à indiquer sur le PIC.

7.7. Modèle de fiche de secours

EN CAS D'ACCIDENT

Appelez les Pompiers



18 ou 112

et dites :

1. ICI CHANTIER : Restauration du Bâtiment sur Rue, Cour et Cours Anglaise

Adresse : HÔTEL DE CASSINI
32 RUE DE BABYLONE 75007 PARIS

2. PRECISEZ LA NATURE DE L'ACCIDENT :

par exemple : Chute, éboulement, asphyxie...

LA POSITION DU BLESSE : Il est sur la terrasse, il est au sol ou dans une fouille ...

ET SI IL Y A NECESSITE DE DEGAGEMENT

3. SIGNALEZ LE NOMBRE DE BLESSE(S) ET LEUR ETAT

Par exemple : Trois ouvriers blessés dont un qui saigne beaucoup et un qui ne parle pas.

4. FIXEZ UN POINT DE RENDEZ-VOUS.

Envoyer quelqu'un à l'entrée du chantier pour guider les secours.

Le point de rassemblement à indiquer sur le PIC.

NE JAMAIS RACCROCHER LE PREMIER

ANNEXES AU P.G.C.

Liste des pièces jointes au P.G.C.

- Annexe_Presence_Amiante
- Annexe_Presence_Plomb
- Annexe_Presence_Silice
- Annexe_METAH
- Annexe_SCALP